

Sorciers blancs : mal nécessaire ou alibi ?

[Les portails We Are Football](#)

Publié le 01/01/1970 01:33



Les « sorciers blancs » : mal nécessaire ou alibi ?

Le Ghana accueille, à partir du 20 janvier, la phase finale de la 26^e Coupe d'Afrique des nations. Sur les seize sélections nationales qualifiées pour le tournoi, quatre seulement seront, sauf imprévu, dirigées par des entraîneurs locaux : l'Egypte, champion en titre par Hassan Shehata, l'Angola par Luis Oliveira Gonçalves, le Soudan par Mohamed Abdallah et la Zambie par Patrick Phiri. A la tête des douze autres finalistes, c'est le retour en force des « sorciers blancs ». Jugez-en : les Français Claude Leroy, Robert Nouzaret, Roger Lemerre, Henri Michel, Henri Kasperzack et Jean-François Jodar conduiront respectivement le Black Star du Ghana, le Syli national de Guinée, l'équipe de Tunisie, les Lions de l'Atlas (Maroc), les Lions du Sénégal et les Aigles du Mali. Les Allemands Uli Stielike, Rainer Fabish, Berti Vogts et Otto Pfister, les Eléphants de Côte d'Ivoire, les Ecureuils du Bénin, les Super Eagles du Nigeria et les Lions indomptables du Cameroun. Enfin le Brésilien Carlos Alberto Pereira sera à la tête des Bafana Bafana d'Afrique du Sud et le Hollandais Arie Schans conduira les « Warriors » de Namibie.

Une préférence ancienne

Cette liste montre le retour en force des entraîneurs germaniques quelque peu oubliés depuis 1998. Mais étrange paradoxe, ces techniciens débarquent (ou re-débarquent) en Afrique alors que le football allemand connaît, au niveau de la Mannschaft et des clubs (Bayern Munich, Werder Bremen, Schalke 04...) une période de reflux. Le football africain a encore une fois pris le train trop tard. Il risque de se rendre compte qu'il n'a recruté que des laissés pour compte de la Bundesliga.

Comme les années précédentes, 2007 a marqué à son tour, au niveau des équipes nationales, une mise sur la voie de garage des techniciens africains. Certains estiment le phénomène inévitable eu égard à la « valeur limitée » des entraîneurs locaux. Admettre cette « fatalité », c'est reconnaître que depuis leur accession à l'indépendance, les pays africains, dans leur écrasante majorité, ne sont pas parvenus à former des cadres techniques de haut niveau.

Exemples : depuis 1969, le Maroc a fait appel à dix-huit « experts » étrangers contre six nationaux et encore

à titre occasionnel ; le Cameroun depuis 1970 à dix-huit européens contre trois locaux, le Nigeria à onze contre cinq, la Côte d'Ivoire à quinze contre trois, la Tunisie, depuis 1957, à treize étrangers contre onze locaux... En Coupe du monde, de 1970 à 2006, les représentants de l'Afrique ont été encadrés par dix-huit entraîneurs non-africains et seulement par huit nationaux (la Tunisie en 1978 par Abdelmajid Chetali et en 2002 par Souayah, l'Algérie en 1982 par Mahieddine Khalef et en 1986 par Rabah Saadane, le Maroc en 1994 par Abdallah Blinda, l'Afrique du Sud par Jomo Sono en 2002, le Nigeria par Adegboye Onigbinde en 2002 et l'Angola par Luis Oliveira Gonçalves en 2006).

Paradoxalement, onze expatriés seulement (contre quatorze nationaux) ont inscrit leurs noms au palmarès de la Coupe d'Afrique des nations : le Hongrois Ferenc Csanadi (Léopards de l'ex-Zaïre, 1968), les Yougoslaves Blagoje Vidinic (Léopards, 1974) et Rade Ognanovic (Lions indomptables du Cameroun, 1984), le Roumain Gheorge Mardarescu (Maroc, 1976), le Brésilien Otto Gloria (Nigeria, 1980), le Gallois John Michael Smith (Egypte, 1986), les Français Claude Leroy (Cameroun, 1988), Pierre Lechantre (Cameroun, 2000) et Roger Lemerre (Tunisie, 2004), le Hollandais Clemens Westerhof (Nigeria, 1994) et l'Allemand Winfrid Schaeffer (Cameroun, 2002).

Un choix « politique »

Le recrutement des « sorciers blancs » constitue une fuite en avant. Il ne comble pas la carence en cadres techniques mais l'alourdit. Force est de constater que le handicap ne préoccupe pas outre mesure les décideurs politico-sportifs. Ceux-ci, dans leurs choix, ne s'embarrassent pas de considérations techniques, domaine d'ailleurs qui ne les intéresse pas. Et combien même il leur arrive de reconnaître une certaine compétence aux entraîneurs locaux, ils préfèrent se passer de leurs services. La raison sous-entendue mais jamais publiquement invoquée ? La « fragilité » du technicien du pays. Celui-ci échappe difficilement aux rivalités et aux inimitiés. L'ambition des uns, la jalousie des autres ne sont pas de nature à favoriser le consensus et elles compliquent singulièrement la tâche de tout entraîneur responsable d'une sélection nationale.

Il y a ensuite les écueils du chauvinisme ethnique ou régionaliste. Dans l'écrasante majorité des pays africains, le football n'échappe ni aux conflits internes ni aux calculs politiques. Les affaires de l'équipe nationale également. L'entraîneur (ou le directeur technique) doit en tenir compte. Ou il fait assaut de « diplomatie » et de démagogie et il assure son poste en sacrifiant toute ambition sportive. Ou il refuse toute contingence extra-sportive et il sera une cible qui aiguillonnera les rancœurs, les frustrations avec, au bout, une fatale déstabilisation. Et il suffit du moindre faux pas pour qu'il se retrouve au chômage, limogé sans ménagement par l'autorité de tutelle.

Celle-ci, soucieuse de protéger ses privilèges, de ne pas réveiller les vieux démons et d'éviter les tumultes, se rabat sur l' « expert » étranger. Au moins avec un professionnel immigré – même s'il faut cher le payer -, il y aura un consensus (de circonstance) et du répit. On n'en voudra pas à la recrue d'ignorer les réalités locales, on l'encouragera au besoin à les méconnaître ou à ne pas en tenir compte. Peu importe qu'elle ne soit pas d'une grande compétence, qu'elle ne justifie pas sa réputation. Qu'elle puisse véhiculer des méthodes et des conceptions contre nature. Qu'elle cultive l'opportunisme et sème peu.

Qu'elle arrache quelques résultats, et ses employeurs de souligner le bien-fondé de leur choix. Qu'elle échoue et son renvoi ne fera que faire couler de l'encre et de la salive. On ira chasser un nouvel oiseau rare et tout recommencera... Pendant ce temps, le ministre des Sports (ou le président de la fédération) « sécurise » sa charge et garantit la stabilité de son poste, et au diable le développement technique du football !

Le « sorcier blanc » et les paradoxes de l'Afrique du football

Le recours à l' « expert » étranger traduit un complexe tenace. Complexe vis-à-vis de la « science » footballistique de l'Europe qui ne cesse pourtant de puiser dans le vivier africain. Complexe que l'on retrouve au sein des instances dirigeantes du football et au sein des médias qui ne se préoccupent pas de valoriser l'image du technicien africain, de défendre ses droits, de l'encourager à briser ses ...propres complexes. Et

aussi de lui permettre de parfaire sa formation, d'être à jour.

Mais que dire aussi de l'attitude des joueurs africains expatriés ? Ces professionnels – ils constituent désormais de 100 à 40% de l'effectif de toute sélection nationale en Afrique – ne sont-ils pas les premiers à réclamer un encadrement étranger ? A ne pas prendre au sérieux les entraîneurs locaux. A dénoncer leurs insuffisances réelles ou fictives. Bref, à les tourner en dérision. Souvent, ils leur jouent le coup du mépris parce que, eux, gagnent plus d'argent. Et comme tous les pros d'aujourd'hui, ils ne n'obéissent à un entraîneur que s'ils y trouvent leur compte. D'où des problèmes relationnels que les dirigeants pensent effacer en recrutant des techniciens européens. La plupart du temps, ils ne trouvent sur le marché que des chômeurs ou des « loosers » dont les clubs ne veulent plus.

A ces messies, on offre souvent des contrats juteux (en comparaison de ce que l'on donne aux entraîneurs locaux) : salaire en milliers de dollars, logement, voiture, billets d'avion...Et on les installe à la tête des sélections nationales. Seulement on oublie un détail d'importance : la majorité des joueurs de l'élite évoluent en ...Europe. A l'occasion de chaque rencontre officielle, il faut les faire venir au pays, c'est-à-dire payer cher des titres de transport, contracter des polices d'assurance, verser le manque à gagner ainsi que les primes de match et offrir un environnement de qualité. La note est souvent salée et il est difficile d'organiser régulièrement des regroupements ou des stages de préparation.

C'est une situation fort paradoxale : on recourt aux services d'entraîneurs expatriés qui, une fois sur place, sont contraints au chômage... technique, faute de joueurs! Quelquefois pour les occuper, on les bombarde, le temps d'un tournoi, « conseillers techniques » auprès des équipes de juniors ou de cadets. Une fédération fortunée peut parfois se permettre de dépêcher en Europe son entraîneur national pour voir à l'œuvre les joueurs pressentis pour la sélection et leur transmettre des convocations. Notre commis voyageur doit alors nouer et entretenir de bonnes relations avec les clubs employeurs s'il tient à récupérer, à chaque échéance, son effectif. Ce genre de mission devient l'essentiel de son travail, sa préoccupation majeure. Et tant pis pour les joueurs de talent restés au pays. Tant pis pour la formation. Et vive le bricolage !

Aucune association nationale ne s'est préoccupée de trouver une parade à cette situation qui constitue un déni de bon sens. Si l'on admet que le recrutement d'un entraîneur étranger est incontournable et dès lors que la majorité des joueurs sélectionnables évoluent hors du continent, ne serait-il pas plus indiqué de fixer cet entraîneur en Europe afin de lui permettre de suivre de près les pros ? De lui accorder des facilités pour organiser des stages dans un pays européen et de conclure des matchs avec des clubs ou des équipes nationales européens ? Sa mission serait ponctuelle et à durée déterminée (trois à quatre mois avant le début d'une compétition). Ainsi on pourrait éviter de longs et de coûteux voyages aux membres de la sélection qui seraient libérés plus facilement par leurs employeurs et pourraient se préparer dans un environnement réellement professionnel (hébergement, terrain, soins...).

A la veille du coup d'envoi de la 26è CAN, il y a urgence à réfléchir sérieusement sur ce paradoxe- qui n'est pas propre au football africain – d'une élite expatriée encadrée par un entraîneur...expatrié.

Faouzi Mahjoub
Journaliste à Jeune Afrique

Il n'y a pas de lien pour cet article. Il n'y a pas de bibliographie pour cet article